



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° 1287/2023/DREAL/UD88 du 28 NOV. 2023
mettant en demeure la société EST ARGENT, située à SAINT MICHEL SUR MEURTHE
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 et le livre V, titre Ier du code de l'environnement et notamment ses articles L. 514-5 et L. 512-11 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 225/2000 du 13 janvier 2000 modifié autorisant la société EST ARGENT pour des activités de collecte, transit et regroupement de déchets dangereux ainsi qu'une installation de traitement de déchets dangereux au titre des rubriques n° 2718 et 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le rapport en date du 23 octobre 2023 suite à la visite de l'inspection des installations classées du 19 septembre 2023, transmis à la société EST ARGENT, par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société EST ARGENT, en date du 23 octobre 2023 ;
- Considérant que les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation ;
- Considérant la présence de stockages de contenants vides usagés présents à l'extérieur des Hall 1, 2 et 3 ayant contenus des déchets dangereux ; que ces stockages ne sont pas prévus aux plans fournis au dossier d'autorisation ni sur le plan de masse et les plans internes de la société Est Argent présentés qui date de février 2021 ;
- Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 225/2000 du 13 janvier 2000 susvisé ;
- Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EST ARGENT, de respecter les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 225/2000 du 13 janvier 2000 susvisé ;
- Considérant que la société EST ARGENT, n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté de mise en demeure, qui lui a été transmis le 23 octobre 2023 par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La société EST ARGENT située Parc d'activités BP 22 à Saint-Michel-sur-Meurthe (88470) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 225/2000 du 13 janvier 2000 susvisé.

Pour ce faire, l'exploitant doit :

- sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, évacuer les stockages de contenants vides usagés présents à l'extérieur des Hall 1, 2 et 3.

Article 2 - La société EST ARGENT, informera la Préfète des Vosges et l'inspection des installations classées de la réalisation de la mise en conformité stipulée à l'article 1 et transmettra les justificatifs adéquats dans les meilleurs délais en fonction de leur réalisation et au maximum un mois après les obligations susvisées.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés à compter de la signature du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EST ARGENT, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de la commune de Saint-Michel-Sur-Meurthe et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le 28 NOV. 2023

La Préfète,

Par délégiton, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général
David PÉCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.